

BOUMERDÈS

Une campagne oléicole meilleure en dépit du manque de pluie ?

**La campagne oléicole en cours sera-t-elle plus prospère dans la wilaya de Boumerdès que celle de l'année passée ? C'est la question que se posent les observateurs de la région. Quelques indications de comparaison :**

Concernant le bilan de la campagne 2014-2015, pour une superficie productrice de 6.720 hectares, les fellahs de Boumerdès avaient récolté 73 348 quintaux d'olives (presque 11 qx à l'hectare). Cette récolte a donné 15 403 hectolitres d'huile. (21 litres par quintal). Pour revenir à la campagne en cours (2015-2016), il est question, selon Rachid Messaoudi, chef de

service production et appui technique de la DSA de Boumerdès, d'une superficie en production de 7.161 hectares.

On s'attend à une récolte (prévisionnelle) de 143 220 quintaux. Ce qui donnera un rendement à l'hectare, toujours prévisionnel, de 20 quintaux. Les techniciens de Boumerdès s'attendent, en outre, à un rendement de 21 litres par quintal.

Finalement le manque de pluie, ces derniers mois, n'influe pas sur la qualité des olives. «L'olive produit de l'huile avant l'hiver, les pluies d'hiver ne font que gonfler le fruit en eau», nous explique un technicien.

S'agissant de la campagne en cours, 28 020 quintaux d'olives ont été récoltés pour une

superficie de 1 868 hectares. Ce qui donne jusqu'à présent un rendement de 15 qx/ha.

Cette récolte, une fois transformée, a donné un rendement de 1 900 hectolitres soit, entre 18 et 20 litres par quintal. Ce qui est jugé comme positif, jusqu'à présent.

L'Etat veut l'augmentation de la superficie des oliveraies

Au niveau de l'extension des superficies des oliveraies, la wilaya de Boumerdès a lancé plusieurs programmes, nous apprend Messaoudi. En réalisant le programme à initiative locale (PIL), la wilaya a planté 422 ha, greffé des plants sur 243 ha et ouvert 22 km de piste de désenclavement. Ce qui a coûté, nous

dit le responsable cité plus haut, au budget de l'Etat, 16 268.454 dinars.

Dans le second programme, intitulé «réhabilitation 1 000 ha», l'Etat a, également, financé pour 50 millions de dinars, la plantation de 245 ha, le greffage de plants sur 365 ha et l'aménagement de bassins de retenue d'eau autour des arbres sur 390 ha.

Il y a lieu de noter que la DSA de Boumerdès facilite l'obtention de plants pour les particuliers en possession de terrains dans les zones montagneuses ou le piémont de la région afin de régénérer leurs champs ou créer de nouvelles oliveraies. L'Etat encourage ces solutions en vue d'augmenter la production d'huile.

Abachi L.

AÏN DEFLA

L'Unpef dénonce la gestion de la Direction de l'éducation

**L'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation vient de rendre publique, dans un communiqué, sa prise de position à l'égard de la manière dont est géré le fonctionnement du secteur de l'éducation dans la wilaya de Aïn Defla.**

Il s'agit d'un véritable réquisitoire, en 15 points, accablant, à l'encontre du responsable du secteur. Il est reproché à l'administration de pratiquer la politique de l'ignorance, du laisser aller et du manque de sérieux dans le traitement des différents dossiers.

«C'est face à ces carences profondes, concernant des problèmes majeurs, que l'Unpef se mobilise pour dénoncer les nombreux dysfonctionnements enregistrés», lit-on dans le communiqué.

Parmi ces dysfonctionnements, on peut noter le non-versement des indemnités prescrites par l'instruction interministérielle 003 du 12 octobre 2015, le non-établissement aux intéressés des arrêtés d'intégration et de promotion concernant les postes nouvellement créés, la non-application de la circulaire ministérielle 878/2015 du 11/11/2015 portant sur le lancement d'opérations de formation et d'information concernant le programme des concours promotionnels, la non-régularisation des situations financières du personnel enseignant et agents de services des 3 paliers ayant bénéficié de promotion.

De plus, il est reproché à la Direction de l'éducation de ne pas avoir encore servi les indemnités dues par le personnel ayant assu-

ré le déroulement des examens et concours et qui, en guise de récompense, se sont vus infliger des sanctions sous forme de retenues sur leurs traitements et sur leurs primes de rendement.

La formation syndicale note par ailleurs la non-prise en charge sérieuse des dossiers d'enseignants du moyen, inscrits sur les listes d'aptitude et que l'administration les a privés de leur confirmation dans les délais réglementaires.

L'Unpef s'attaque aussi à un dossier très lourd, d'envergure locale et même nationale, à savoir celui des logements de fonction occupés par des personnes qui n'ont plus rien à voir

avec l'éducation nationale ou bien par des indu-occupants, privant ainsi des dizaines, voire des centaines de jeunes couples d'enseignants d'avoir un logement. A ce sujet, le service du contentieux est désigné comme coupable de ne pas engager les procédures judiciaires prévues par la loi pour assainir cette situation.

Toujours selon le communiqué, il règne une véritable anarchie dans le déroulement des examens professionnels, générée par la non application des critères prescrits dans le choix des membres des commissions chargées de l'organisation, de la correction et du suivi de ces examens à qui il faut ajouter que les listes d'attentes ne comportent aucun classement clair ce qui n'a pas manqué de priver nombre d'enseignants de progresser, n'ayant même pas été concernés par la formation prévue, ce

qui dénote, dit-on, d'une grande opacité dans le déroulement de ces concours, preuve aussi de l'absence flagrante d'intégrité.

La non-parution du taux de représentativité de l'année 2014 des différentes formations syndicales même après l'achèvement de l'opération de recensement, considérée comme une fuite des responsabilités, la marginalisation des commissions techniques des commissions paritaires, l'instabilité des affectations aux postes de responsabilité par l'usage abusif des intérimaires alors que les compétences existent.

Au vu et au su des carences constatées par l'Unpef, le secteur de l'éducation de la wilaya de Aïn Defla traverse une crise grave qui aura des incidences négatives sur la rentabilité du système éducatif en général. Un avis très partagé par nombre d'observateurs.

Karim O.

RELIZANE

Dynamiser le développement local

**Les diverses préoccupations des entreprises doivent être prises au sérieux et c'est l'épine dorsale du développement économique de la wilaya qu'aurait instruit le wali de Relizane à l'adresse des différents directeurs d'exécutifs plus particulièrement ceux liés au secteur du logement, lit-on dans un communiqué adressé à notre rédaction.**

Le communiqué ajoute qu'il est temps de lever le voile sur tout ce qui paralyse la dynamique du développement local et devant une assistance composée de différentes entreprises désignées, une panoplie d'instructions a été recommandée en urgence à

savoir la levée des procédures bureaucratiques auxquelles se heurtent les entrepreneurs et aussi la lenteur dans le traitement des données ainsi que certains dysfonctionnements constatés lors des études. Un mobile qui complique davantage le changement

de planification au niveau des CTC et pour remédier au problème des dégradations des logements réalisés, le wali a obligé les entreprises de procéder au gardiennage et dans le même contexte, la nécessité de travail de groupe et la vision de cohésion ont été au menu et concernant au premier rang les entreprises, l'OPGI, bureaux d'études, laboratoires et CTC. Comme il convient de signaler l'instruction majeure, celle relative aux avenants où le wali a sollicité les intervenants à faciliter du mieux possible l'acquisition des

avenants pour souffler un rythme dans la cadence des réalisations de différents projets.

Par ailleurs, les entreprises ont soulevé le problème du manque de main-d'œuvre. Dans ce sens, le secrétaire général de la wilaya a instruit, lors de cette chaude réunion, de désigner une cellule de suivi pour mettre fin à toutes ces entraves et illustrant cela il a rappelé que plusieurs projets ont rejoint les calendes grecques ce qui a freiné le développement économique à Relizane.

A. Rahmane

L'aménagement urbain réclamé par les habitants de la cité 1 026 logements

**Les habitants de la cité 1 026 logements située à quelques encablures du chef-lieu de Relizane ont pris langue avec notre journal pour dénoncer le peu d'intérêt que leur accordent les élus locaux à travers une gestion qu'ils qualifient de catastrophique.**

L'aménagement urbain totalement absent dégrade leur cadre de vie et ternit l'image de leur cité qui fait fausse note devant l'imposant pôle universitaire mitoyen, soulignent-ils.

Le laisser-aller a fait naître des situations regrettables donnant à ce quartier, pourtant implanté sur un site stratégique, l'allure d'un endroit complètement délaissé en pleine déshérence, s'indigne un résident de ladite cité.

Les chaussées excavées, équipées d'avaloirs bouchés, deviennent de véritables bourbiers dès les premières pluies, s'exclame un autre qui ajoute que les espaces verts ne sont point exploités mais envahis par les mauvaises

herbes. Le ramassage sporadique des ordures ménagères contribue à la présence de tas d'immondices aux odeurs nauséabondes, foyer de diverses maladies et qui mettent en danger notre santé, lance avec inquiétude un autre riverain. Joignant l'amertume à la détresse, les

malheureux habitants qui subissent, impuissants, les conséquences de cette situation alarmante, lancent un appel pressant aux responsables concernés dans l'espoir de voir finir le calvaire qu'ils vivent au quotidien.

A. R.

173 grammes de kif saisis et une arrestation

**Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les éléments de la brigade mobile et d'intervention relevant de la Sûreté de wilaya de Relizane, sont parvenus à mettre la main sur un individu en possession de 173 grammes de kif traité et destiné à la vente, selon le chargé de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Relizane.**

La genèse de cette affaire remonte à hier lorsque des informations sont parvenues aux services de la police faisant état de la présence du mis en cause qui écoulait de la drogue sur le marché.

Et c'est grâce à une souricière tendue par les enquêteurs que le mis en cause a été neutralisé. Présenté devant le procureur de la République, il a été écroué pour détention et commercialisation de drogue.

A. R.

CHLEF

14 familles dans une porcherie

Ces infortunés sont des laissés-pour-compte du développement local. C'est dans une ferme d'un colon, au niveau de la cité des Oliviers appartenant à la commune de Thalassa qu'ils ont élu domicile, dans un lieu qui a servi avant l'indépendance à l'élevage de chevaux et de porcs. Les conditions de vie sont désastreuses. L'absence d'eau potable, d'électricité, de gaz sont les principaux problèmes du quotidien amer dont le corollaire est un environnement indigne, même pour un animal.

Comme on peut le deviner, les maladies sont présentes, surtout les allergies et les affections cutanées liées à la prolifération d'insectes, attirés par l'insalubrité des lieux.

Plus grave encore, des rongeurs gros comme des chats se promènent dans les habitations aux toits de zinc. Une fillette a été gravement mordue par un rat et porte de sérieuses séquelles aux jambes. Ces familles qui n'ont pas été gâtées par le sort, ont frappé à toutes les portes, constitué des tonnes de dossiers mais ont fini par se résigner à leur statut de malchanceux.

Medjdoub Ali